



Déclaration liminaire du SE UNSA 77

CAPD du 24 mai 2018

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs, membres de la CAPD,

La première phase des opérations de mouvement s'achève et nous commencerons par déplorer une fois de plus l'absence de vœux de circonscription dans les choix proposés à nos collègues. C'est pourtant notre entité territoriale de référence, quand les zones ne sont qu'un bricolage de circonstance. Nous constatons par ailleurs que malgré trois envois, le taux d'erreurs est marginal mais que le placement rénové demandera un nouveau recensement, lourd à la fois pour nos collègues et pour l'administration.

Le Se Unsa 77 ne saurait donc continuer cette déclaration sans remercier le plus sincèrement Mme Noirmain et tout le pôle mobilité de vos services. En notre nom d'abord, pour leur compétence et leur professionnalisme, au nom des collègues qui nous ont confié leur satisfaction quant à la disponibilité des personnels à un moment compliqué, stressant et chronophage de l'année. Peut-être les dames du quai Hippolyte Rossignol devraient-elles s'occuper de Parcoursup ? Une preuve supplémentaire s'il en était besoin que les services publics sont une chance et pas une charge.

Pourtant les menaces à leur encontre s'accumulent. Dans ce contexte, comment enrayer cette crise des vocations concernant le soi-disant plus beau métier du monde ? Dans l'académie de Créteil, le nombre d'admissibles est tellement proche du nombre de places offertes au concours que l'on peut légitimement se poser la question du critère qualitatif de cette sélection.

Quoi qu'il en soit, ces lauréats semblent ne jamais avoir autant souffert en début de carrière que ces dernières années. Le Se-Unsa 77 est régulièrement sollicité par de jeunes enseignants subissant une certaine maltraitance de leur complément de service ou de certains formateurs. Comment expliquer que des EFS ayant passé une année sereine se voient mis en difficulté par une dernière visite ? Comment une Inspectrice peut-elle signifier un manque de travail quand celle-ci ne daigne pas regarder dans les classeurs mis à sa disposition (travail qui nous été en partie confié) ? Comment se sentir soutenu par sa hiérarchie quand celle-ci annule par un simple mail une heure avant, un rendez-vous confirmé le matin même ?

L'enseignant doit être bienveillant, nous l'affirmons mais celui-ci doit être, dès son entrée dans le métier, mieux considéré. Comment restaurer l'autorité du maître ou de la maîtresse quand ce dernier voit son image dégradée par ses formateurs.

Evidemment, nous ne parlons que de certaines exceptions, fort heureusement, mais nous souhaitons attirer l'attention des membres de la CAPD sur ces témoignages qui s'accumulent d'année en année. Les fonctionnaires sont fragilisés.

N'a-t-on pas entendu le ministre en charge de la fonction publique dire qu'il comptait la préserver ? Dans les oreilles exercées à la rhétorique politicienne, ceci ne peut sonner que comme un signal d'alarme. D'ailleurs celui-ci a été tiré par les agents de la SNCF, ce qui entraîne, vous le savez, l'arrêt automatique du train. On a fait de leur statut le problème alors que c'est le sous-investissement chronique dans tout ce qui n'est pas TGV qui a affaibli cette société.

Le parallèle est malheureusement évident. La cour des comptes encourage l'embauche de toujours plus de contractuels dans l'Education Nationale. Ce n'est pourtant pas le statut des enseignants qui est la cause des échecs de notre système scolaire. C'est même l'inverse comme l'a prouvé le reportage d'*envoyé spécial* de 2016, illustrant les risques du recrutement massif de contractuels. Risques accentués si cette politique de recrutement ne devait plus servir seulement à pallier le manque de candidats, pas attirés par une rémunération faible et des conditions difficiles.

Cependant, le dénigrement pernicieux des enseignants continue. M. le Ministre entend assigner à chaque niveau des objectifs de fin d'année. Pour les non-avertis, sur le papier, cela semble intéressant. En réalité c'est un grave coup porté aux cycles et aux élèves. Les différences de rythmes dans les apprentissages sont tout bonnement niées et l'on instaure de facto une angoisse dès la petite section... Fixer des objectifs sans moyens pour les atteindre, voire en réduisant ceux existant, cela consiste surtout à faire porter le chapeau des résultats aux seuls enseignants pour ensuite couler leur statut. Pourtant, des moyens, il y en a, semble-t-il. Le problème résiderait plutôt dans l'attribution des priorités. Il y a des sous pour imposer en urgence La Fontaine à tous les CM2 de France, au mépris du travail des enseignants qui eux, ne naviguent pas à vue. Ne vous méprenez pas, nous n'avons rien contre les corbeaux, les renards, les agneaux ou toute autre bête parlante mais qu'on ne nous raconte pas de fables.

Le SE UNSA maintient donc le qualificatif de démagogique quant à cette politique du vent qui flatte le mépris des enseignants, divise l'opinion et ne résout rien des vrais problèmes de l'école.